

## Développement durable : « Il y a une volonté de l'ESR d'avancer » (Audrey Renaudin, Refedd)

Paris - Publié le mardi 20 juin 2017 à 11 h 18 - Interview n° 95993

« La création du [Cirses](#) en 2009, ou du label [DD&RS](#) montre qu'il y a une volonté de l'ESR d'avancer sur les questions de développement durable dans les campus. De manière générale, on constate la mise en place de politiques plus volontaristes sur les enjeux du développement durable, le bien-être, etc. C'est très bien que les administrations s'impliquent, notamment pour ce qui est lié aux déchets ou à l'énergie, car ce sont des projets lourds à porter. Cela n'exclut pas qu'il faille également laisser aux étudiants de l'espace pour développer leurs propres projets et participer ainsi à la vie du campus », déclare Audrey Renaudin, ancienne présidente du [Refedd](#), à News Tank, le 15/06/2017.

Le Refedd est né à Toulouse BS et compte aujourd'hui un tiers d'associations issues d'écoles de commerce, un tiers d'écoles d'ingénieurs et un tiers d'universités. A l'occasion des dix ans du réseau et de la fin de son mandat, le 18/06/2017, Audrey Renaudin revient sur les journées [Renedd](#), les 13 et 14/05/2017, le bilan du réseau, les actions en cours et les perspectives à venir. Cette étudiante en master de science politique à l'Université Paris Ouest Nanterre souhaite notamment que le Refedd aille vers un engagement national plus fort. « Même si notre cœur de mission reste la sensibilisation des étudiants, il faut que nous soyons connectés à la société. (...) A titre personnel, j'avais envie qu'on "se mouille" un peu plus pour porter des messages plus revendicatifs, car le temps presse. C'est pourquoi nous avons rejoint le réseau Action Climat-France, dont le projet associatif est plus global, et qui développe un véritable projet de société », indique-t-elle.

Sur le sujet de l'engagement étudiant, elle appelle à « lever les freins à pour ceux qui en ont envie : les mesures de reconnaissance sont encore peu connues, des étudiants, mais aussi de l'administration ». Elle reconnaît « un fossé énorme entre les écoles, notamment de commerce, et les universités, alors que les bénéfiques en matière d'apprentissage et de compétences sont énormes ».

---

### Audrey Renaudin, répond à News Tank

Vos journées des Renedd, les 13 et 14/05/2017 à la [CIUP](#), étaient placées sous le signe des dix ans du Refedd. Quel bilan avez-vous dressé ?

Audrey Renaudin : Le bilan a été fait en amont de ces rencontres, autour de nos dix victoires et sur lesquelles nous avons communiqué depuis janvier. Les Renedd ont été l'occasion d'y revenir, notamment pendant l'AG. Mais il s'agissait aussi de garder leur format habituel, car c'est un événement qui se veut très ouvert et inclusif. On y a trouvé des mini conférences sur le thème du développement durable ; un forum avec nos partenaires, associations, médias ; des ateliers ; la diffusion d'extraits d'un film portant sur la mobilisation du réseau en amont de la COP 21 ; ou encore le retour sur la consultation nationale menée en 2016 auprès des étudiants.

« De plus en plus d'acteurs s'intéressent au développement durable »

Nous avons aussi invité les deux principales organisations représentatives étudiantes, l'Unef et la Fage, avec lesquelles nous portons depuis 2015, le « manifeste pour un enseignement supérieur durable ». Les faire signer ensemble n'était pas forcément facile, donc on est content d'avoir réussi ! Qu'ils aient été présents lors de ces journées est un symbole fort, cela montre que de plus en plus d'acteurs, pas forcément intéressés au départ par les questions de développement durable, s'y mettent aujourd'hui.

Comment le réseau a-t-il évolué au cours de ces dix années d'existence ?

« Il est important que les universités s'impliquent »

Tout d'abord, il s'est diversifié. Le Refedd est né à Toulouse BS, mais a réussi à se développer sur l'ensemble du territoire national, pour compter aujourd'hui environ un tiers d'associations issues d'écoles de commerce, un tiers d'écoles d'ingénieurs et un tiers d'universités. Cette ouverture est importante. On sait que les écoles sont souvent plus avancées sur les questions de développement durable, mais c'est important que les universités s'impliquent, car elles comptent de nombreux étudiants. Le rayonnement de leur action est donc très important.

Au Refedd, nous avons repris le slogan « Penser global, agir local » qui se traduit par le fait qu'il y a d'un côté ce que l'on appelle la « tête de réseau », qui porte un plaidoyer au niveau national, et de l'autre les associations du réseau qui portent des projets localement. C'est important d'avoir cette action locale, pour faire évoluer les mentalités et les comportements. Je pense notamment au projet Inventaire Fac, un projet de sciences participatives qui vise à recenser la faune et la flore du campus pour sensibiliser à la biodiversité, mené par le Gnum, une des associations du réseau qui est en train de se développer sur d'autres campus.

Au Refedd, nous avons repris le slogan « Penser global, agir local » qui se traduit par le fait qu'il y a d'un côté ce que l'on appelle la « tête de réseau », qui porte un plaidoyer au niveau national, et de l'autre les associations du réseau qui portent des projets localement. C'est important d'avoir cette action locale, pour faire évoluer les mentalités et les comportements. Je pense notamment au projet Inventaire Fac, un projet de sciences participatives qui vise à recenser la faune et la flore du campus pour sensibiliser à la biodiversité, mené par le Gnum, une des associations du réseau qui est en train de se développer sur d'autres campus.

Il en existe de nombreux autres. Cette grande diversité d'associations du réseau entraîne justement une grande variété de projets.

Qu'apporte le fait d'être un réseau plutôt qu'une association nationale ?

Un réseau est fort des associations qui le composent, du fait de leur diversité. Nous ne sommes pas dans une logique descendante avec une tête qui décide, mais plutôt dans la collaboration qui renforce. Si nous perdons cet aspect, il sera plus difficile de peser nationalement et de faire avancer les sujets importants. Être un réseau est ce qui nous a permis par exemple de mettre toutes les parties prenantes autour de la table - associations, administration, conférences, ministère - pour réfléchir au label DD&RS.

Bien sûr, avoir une diversité de cultures, de langages, n'est pas toujours simple. Cela nous demande au bureau de nous adapter en fonction des pratiques et des formes d'engagement. Mais pas l'inverse !

Pensez-vous qu'il existe une plus grande sensibilité des acteurs de l'enseignement supérieur pour les questions de développement durable aujourd'hui qu'il y a 10 ans ?

La création du Cirses en 2009, ou du label DD&RS montre qu'il y a une volonté de l'ESR d'avancer sur ces questions dans les campus. De manière générale, on constate la mise en place de politiques plus volontaristes sur les enjeux du développement durable, le bien-être... Et, d'après les résultats de notre dernière consultation nationale, les étudiants perçoivent cet engagement des campus. C'est très bien que les administrations s'impliquent, notamment pour ce qui est lié aux déchets ou à l'énergie, car ce sont des projets lourds à porter.

Cela n'exclut pas qu'il faille également laisser aux étudiants de l'espace pour développer leurs propres projets et participer ainsi à la vie du campus. C'est comme ça que beaucoup d'initiatives naissent localement. On peut citer :

- les ressourceries : l'association Etu'récup sur le campus de Bordeaux ;
- les « give-box », des armoires sur lesquelles on laisse des objets dont on n'a plus l'utilité, mais qui pourront servir à d'autres (un projet qui intéresse même les collectivités),
- des projets en lien avec les Crous sur l'alimentation pour développer des propositions de repas végétariens voire végétaliens, dont l'empreinte carbone est plus faible
- et ceux pour limiter le gaspillage alimentaire comme le fait l'association Green'sat de l'Ensat, qui produit du compost avec les restes des repas et l'utilise ensuite en cours.

Est-ce qu'il n'y a pas une opportunité un peu marketing pour les établissements sur ces sujets ?

Pas si le développement durable est compris comme une démarche globale. Le biais est que souvent, on l'associe aux seuls enjeux d'environnement (déchets, espaces verts, etc), alors qu'il relève d'une vision globale de l'engagement du campus comprenant le modèle économique, l'égalité femmes-hommes, la prise en compte du handicap, le bien-être, etc. C'est ce que l'on constate dans le référentiel du label DD&RS, donc les différents axes sont stratégie et gouvernance, enseignement et formation, recherche, gestion environnementale et politique sociale et ancrage territorial.

« Être un campus accueillant est un facteur d'attractivité »

Tous les établissements n'ont pas la même sensibilité à ces questions, mais tous peuvent y trouver un intérêt en matière d'attractivité. En Allemagne, que je connais puisque j'y étais en Erasmus, ou dans les pays nordiques, les campus sont très engagés. Cela peut paraître anecdotique, mais les étudiants avaient le droit d'organiser des soirées sur le campus jusqu'à 5h du matin et tout se passait bien. Si on fait confiance aux étudiants, ils s'en montrent dignes, c'est un cercle vertueux.

Si c'est possible ailleurs, pourquoi pas ici ? Être un campus accueillant, reconnu comme tel, avec des possibilités de s'engager, qui favorise le bien-être et l'épanouissement : tout cela compte pour les étudiants.

Comment peuvent encore s'améliorer les établissements d'ESR ?

Les partenariats des établissements avec certaines entreprises ou organisations peuvent être critiquables. Nous menons un projet avec 350.org, organisation née aux Etats-Unis et présent aujourd'hui dans 188 pays, pour dénoncer les liens entre les institutions, dont l'enseignement supérieur, et les industries exploitant les énergies fossiles. Cela dans un souci de cohérence : on ne peut pas à la fois sensibiliser les étudiants au développement durable et encourager l'action de ces entreprises.

Des campagnes dites « zéro fossile » sont donc menées, avec des pétitions, des happenings, etc. A Sciences Po Paris par exemple, des étudiants ont servi des cocktails noirs, couleur pétrole, pour alerter les étudiants sur les liens entretenus par l'école et l'entreprise Total. Ils ont également réussi à rencontrer l'administration et à discuter avec elle, notamment de la composition du CA et de certains des partenariats de l'école.

Vous souhaitez donc vous positionner dans un rôle plus politique ?



On a des choses à dire dès aujourd'hui !

Même si notre cœur de mission reste la sensibilisation des étudiants, il faut que nous soyons connectés à la société. Nous sommes certes étudiants, mais aussi citoyens. Il est important de porter ce discours plus global pour ne pas être considérés comme des étudiants qui limitent leur action et leur message au cadre universitaire. A titre personnel, j'avais envie qu'on « se mouille » un peu plus pour porter des messages plus revendicatifs, car le temps presse. On a des choses à dire dès aujourd'hui ! C'est pourquoi nous avons rejoint le réseau Action climat France, dont le projet associatif est plus global, et qui développe un véritable projet de société.

Ce positionnement est-il partagé par l'ensemble des associations que vous fédérez ?

Le réseau est là aussi pour prendre des décisions, au sein du CA. Il y a des approches différentes qu'il faut prendre en compte, et cela a été un long travail d'en parler avec les associations membres, mais elles ont été plutôt réceptives. Elles acceptent et partagent le message, après elles ne sont pas obligées de le porter au niveau local. Et ce n'est pas grave, car nous ne sommes pas dans une logique descendante. De plus, il y a suffisamment de projets et d'orientations votés pour que chacun y trouve son compte.

Quels sont les axes à développer selon vous ?

● Le zéro fossile dont je parlais plus tôt : nous attendons le retour d'un étudiant français en ce moment à Berkeley où il y a un gros mouvement sur ce sujet.

● L'alimentation dans les RU : nous nous basons sur les recommandations de notre consultation nationale (introduction de repas bio, locaux, de saison avec une alternative végétarienne, voire végétalienne). Il reste des blocages notamment sur le local, car les Crous recourent à une centrale d'achat, mais nous y travaillons ensemble.

● Les questions de gouvernance sur les campus pour ouvrir le maximum de comité DD&RS. Cela donnerait un cadre aux étudiants souhaitant prendre part aux décisions relatives aux questions de développement durable. Il en existe un à Dauphine, très actif cette année en raison du projet de Campus zéro déchet que nous portons avec l'université.

Justement sur l'engagement étudiant, voyez-vous des évolutions sur ces dernières années, et quel impact auront selon vous les mesures dans le cadre de la loi Égalité et citoyenneté pour mieux valoriser ces expériences ?

Les formes d'engagement ont évolué avec une baisse de l'engagement syndical ou politique, au profit d'un engagement plus associatif, même s'il peut être tout aussi militant. Après quand on navigue comme moi, dans un milieu où tout le monde est engagé, on peut avoir tendance à penser que c'est général. Mais on sait que tout le monde n'a pas vocation à s'engager, c'est pourquoi on ne souhaite pas, par exemple, que le service civique devienne obligatoire.



Tout le monde n'a pas vocation à s'engager

4 sur 6

En revanche, il faut lever les freins à l'engagement pour ceux qui en ont envie. Les mesures de reconnaissance sont encore peu connues, des étudiants, mais aussi de l'administration : je l'ai constaté quand j'ai demandé à faire une année de césure. A ce niveau, il y a un fossé énorme entre les écoles, notamment de commerce, et les universités, alors que les bénéfices en matière d'apprentissage et de compétences sont énormes. Un des enjeux majeurs pour les établissements et les associations est donc de faire connaître ces possibilités.

### Changement de CA et de bureau : « Avoir une meilleure représentativité du réseau au niveau national »

Lors de l'assemblée générale, le 14/05/2017, le Refedd a renouvelé la moitié des associations représentées au CA. « Notre problématique était de représenter tous les territoires et les types d'association, afin d'avoir une cartographie représentative du réseau et moins parisiano-centrée », indique Audrey Renaudin.

Parmi ces nouvelles associations figurent Assas Environnement, COP TROTTER by EME, Ecocampus (ENS), le GNUM (Université de Montpellier), LuniverCel (Université Paris Nanterre), Nanterre-PasTaCuisine, Sciences Po Environnement.

Le bureau du Refedd est également renouvelé le 18/06/2017, l'équipe en place ne se représentant pas. « C'est un challenge, à la fois pour faire en sorte qu'il y ait des candidats car l'engagement national peut faire peur et il y a souvent un peu d'auto-censure ; et aussi pour faire la transition avec la future équipe pour continuer la dynamique et que les projets avancent. Notre enjeu est donc de les accompagner au maximum, et d'ailleurs plusieurs alumni du réseau sont encore actifs auprès du Refedd, notamment sur les questions du climat », selon Audrey Renaudin.

Il est composé de :

- Samuel Juhel, président ;
- Aurore Grandin, co vice-présidente ;
- Maxime Bernhardt, co vice-président ;
- Laureen Turlin, secrétaire générale ;
- Gregory Lepionnier, trésorier.

## Audrey Renaudin



Parcours	Depuis	Jusqu'à
Réseau Français des Etudiants pour le Développement Durable Présidente	2016	Juin 2017
Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Jeune déléguée Cop 21	Décembre 2015	Décembre 2015
Refedd Coordinatrice du pôle Energie Climat	Octobre 2014	Mai 2015
Établissement & diplôme	Année(s)	
Université Paris Nanterre M1 Science politique, parcours travail politique et parlementaire	2015	2016
Université Paris-Est Créteil Licence administration et échanges internationaux	2012	2015
Université Paris-Est Créteil DU d'études politiques internationales	2012	2015

Fiche n° 23268, créée le 19/06/17 à 12:20 - MàJ le 19/06/17 à 14:55

## Réseau Français des Etudiants pour le Développement Durable



REFEDD

- Statut : association composant un réseau d'associations étudiantes engagées sur le développement durable
- Création : 2007
- Chiffres-clés : 100 associations membres, dont 14 élues au CA ; cinq pôles thématiques (climat, biodiversité, formation, vie étudiante, campus) regroupant presque 15 projets ; une équipe permanente de huit personnes dont un bureau bénévole de cinq personnes ; plus de 100 bénévoles dans toute la France et une présence dans 12 villes en France.
- Président : Samuel Juhel

Fiche n° 5162, créée le 19/06/17 à 12:36

© News Tank 2017 - Code de la propriété intellectuelle : « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »